



Ce rapport est consolidé par le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) en Haïti sur la base des informations partagées par les partenaires humanitaires. Le rapport couvre la période du 17 au 22 février 2019.

Faits saillants

- **Après la vague de mouvements sociaux qui ont paralysé Haïti pendant près de 10 jours, la situation revient progressivement à la normale depuis le 16 février.**
- **Hormis quelques blocages résiduels, les principaux axes routiers sont réouverts et permettent l'acheminement des biens et services presque partout dans le pays, tandis que les services douaniers ont repris.**
- **Les difficultés d'approvisionnement en biens et services essentiels et les pénuries de carburant, de gaz et d'eau pendant la crise ont sévèrement entravé le fonctionnement des structures de santé, et pendant plusieurs jours, ont limité ou empêché l'accès des populations aux besoins vitaux tels que la nourriture, l'eau et la santé.**
- **Dans les zones difficiles d'accès, des besoins en santé persistent dans certains départements, et très peu d'écoles ont repris cette semaine.**
- **Les acteurs humanitaires ont apporté leur appui rapide et coordonné aux approvisionnements en médicaments et équipements médicaux, eau, carburant et nourriture, et maintiennent leur mobilisation.**

Aperçu de la situation

La situation revient au calme en Haïti après la paralysie résultant de la crise politico-sociale qui a touché tout le pays entre le 07 et le 16 février. Les manifestations anti-gouvernementales ont pris fin depuis le 16 février dans l'ensemble du pays à l'exception principalement de la zone du Champs de Mars (Port-au-Prince) et aux Gonaïves (département de l'Artibonite) où l'on notait encore quelques manifestations dans les derniers jours.

Les blocages des routes et les manifestations ont mis en exergue l'extrême fragilité des services sociaux de base et en particulier des structures de santé, l'absence complète de stocks de sécurité en médicaments et autres intrants médicaux, et en pré-positionnement de carburant et eau, et l'absence quasi-totale de plans d'urgence (dits plans « blancs »). La situation dans certaines maisons d'enfants et dans les prisons est devenue aussi très rapidement critique. Pour les plus vulnérables des populations, femmes commerçantes et agriculteur/trices notamment, l'accès aux marchés pour écouler les productions a été presque impossible pendant plusieurs jours, entraînant une nouvelle perte de moyens économiques et financiers pour des ménages aux revenus déjà faibles.

Les écoles du pays, totalement fermées pendant la crise, ont rouvert très timidement leurs portes et la majorité des enseignants et des élèves ne sont pas encore retournés en classe. Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) a appelé à la reprise scolaire.

Certaines stations essence sont actuellement ouvertes, permettant le ravitaillement en carburant et gaz (propane) des maisons d'enfants et de la majorité des institutions sanitaires essentiellement dans les grandes villes. Des difficultés d'approvisionnement se font encore sentir dans certains départements, notamment dans les zones difficiles d'accès. La Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA) a reçu un soutien en carburant et a pu réapprovisionner certains réseaux d'eau du pays. Des maisons d'enfants, des centres de santé et des centres de détention juvéniles et pour femmes dans le besoin ont également bénéficié d'un appui d'urgence en eau. Des besoins en carburant, eau, intrants et médicaments persistent cependant dans plusieurs hôpitaux des départements. Si la majorité des prisons du pays ont reçu

haiti.humanitarianresponse.info

La mission du Bureau des Nations Unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace et fondée sur des principes en partenariat avec les acteurs nationaux et internationaux.

La coordination sauve des vies

un appui en vivres et eau, elles manquent toujours de médicaments. La situation déjà très précaire des approvisionnements dans les prisons a été aggravée par la crise.

Les contraintes d'accès en raison du blocage complet des routes et de l'insécurité ont constitué un défi majeur. La question de l'accès humanitaire partout dans le pays devra être rapidement considérée et évaluée par toutes les parties prenantes, et des alternatives débattues, pour pouvoir faire face à toute nouvelle situation de blocage. À ce jour, la majorité des routes principales sont débloquées hormis certains barrages enregistrés à Chalon (département des Nippes, route nationale 2) et Verrettes (département de l'Artibonite). Les douanes portuaires et aéroportuaires sont ouvertes et les intrants médicaux (vaccins notamment) bloqués en douane et risquant de périmer ont été dédouanés à temps. Les transporteurs privés ont repris leurs activités. Les personnels de santé qui étaient dans l'incapacité de se déplacer par la route en raison de l'insécurité ont pu retourner travailler.

Les opérations humanitaires qui étaient en cours dans le pays ont été interrompues par la crise et sont actuellement encore restreintes, au moment de lancer officiellement le Plan de Réponse Humanitaire 2019-2020 (HRP) dans quelques jours. Le retour à la normale accompagné de la reprise de toutes les activités, permettra que soient lancés, avec le soutien des donateurs, les programmes humanitaires 2019 qui visent à assister 1,3 million de personnes, et de mener une analyse complémentaire des conséquences de la crise sur les ménages haïtiens les plus vulnérables.

Le contexte demeure fragile et son évolution incertaine, la communauté humanitaire et la société civile continuent d'être mobilisées en appui au Gouvernement pour apporter une réponse d'urgence aux hôpitaux et prisons ayant toujours des difficultés à fournir les besoins vitaux aux plus vulnérables, notamment les services de santé. La priorité pour chacun des secteurs de la réponse humanitaire est également de réapprovisionner et pré-positionner des stocks de contingence afin d'anticiper les effets d'une nouvelle crise.

Besoins et réponse humanitaire



Port-au-Prince et régions

Besoins

- La majorité des institutions sanitaires ont pu se ravitailler en eau, carburant et gaz mais des besoins en intrants, eau et carburant persistent dans les hôpitaux départementaux et continuent d'être consolidés et mis à jour par les acteurs du secteur santé. Les laboratoires et les pharmacies à Port-au-Prince ont rouverts leurs portes et le personnel de santé peut actuellement se déplacer jusqu'aux structures sanitaires.
- L'approvisionnement des soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) des départements en intrants médicaux a été fortement ralenti voire suspendu pendant la crise. ONU Femmes et l'UNFPA signalent des difficultés de prise en charge des victimes de violences basées sur le genre (VBG).
- L'Association des Hôpitaux Privés d'Haïti (AHPH) a indiqué que les institutions sanitaires privées ont pu se réapprovisionner en eau, carburant et intrants et sont opérationnelles.
- La MINUJUSTH signale toujours des manques en médicaments dans les prisons.
- Les centres de traitement des personnes vivants avec le VIH/SIDA GHESKIO ont repris leurs activités.
- ONU Sida a fait part de stocks d'intrants contre la tuberculose dédouanés. L'UNICEF a confirmé avoir reçu également ses stocks de vaccins PCV 13 contre le pneumocoque (587 900 vaccins mono doses d'une valeur de \$US 1,9 million). L'UNICEF a signalé l'impossibilité des centres de santé et postes de vaccinations périphériques de se ravitailler en vaccins et consommables disponibles à partir des stocks départementaux, avec pour conséquence, l'arrêt des vaccinations des enfants et des femmes enceintes.

Réponse

- L'OPS/OMS a préparé des kits d'intrants pour 19 hôpitaux (7 hôpitaux communautaires de référence, 9 hôpitaux départementaux et 3 hôpitaux universitaires) et des kits spécifiques pour 4 soins obstétricaux et néonataux d'urgence de base (SONUB) du Nord-Est. Le Ministère de la Santé et de la Population (MSPP) procède actuellement à leur acheminement et réunit sa cellule de crise tous les matins pour faire un point

de situation et décider des activités à mettre en œuvre. Le secteur Santé a mis en relation les institutions en rupture de stock de carburant avec les fournisseurs.

- L'UNICEF a appuyé la DINEPA en carburant pour rétablir l'eau dans 18 stations de pompage, permettant notamment de garantir l'accès à l'eau à 900 000 personnes et des hôpitaux reliés à ces stations de pompage.
- L'UNICEF a soutenu les 10 départements sanitaires en gaz propane à travers 23 points de livraison afin de maintenir la chaîne du froid pour la bonne conservation des vaccins. À ce jour, 9 des 10 départements, soit 22 dépôts périphériques de vaccins, ont été approvisionnés en gaz propane à l'exception du Nord (1 dépôt). Un appui logistique sera apporté aux 10 départements pour la distribution des vaccins de routine du niveau départemental vers les centres de vaccination.
- Un inventaire des besoins de 34 institutions de santé dans 6 départements a été fait pour offrir des services d'urgence en santé maternelle et planification familiale par l'UNFPA.
- La Croix-Rouge Française (CRF) a ravitaillé en carburant les ambulances de la Croix-Rouge Haïtienne (CRH) et a lancé une campagne dans les médias afin que l'accès des ambulances aux populations dans le besoin soit garanti.
- Médecins Sans Frontières (MSF) a effectué une donation de médicaments et matériel médical au système national d'ambulances. L'UNFPA appuie les départements du Nord-Ouest, de la Grand'Anse, du Sud, des Nippes, du Sud-Est et de l'Ouest dans la planification d'interventions communautaires visant à répondre au repli habituel en situation de crise des femmes et jeunes filles enceintes vers les communautés.
- Le Coordonnateur Humanitaire, avec l'appui de OCHA et du secteur logistique a fait un plaidoyer auprès des autorités, permettant de débloquer les stocks d'intrants coincés en douane.
- Afin d'anticiper une nouvelle crise et prévoir des stocks de contingence, l'ADPH développe un plan blanc et l'OPS/OMS envisage de renflouer ses stocks et mettre en place des stocks de contingence.
- Les stocks de contingence de l'UNFPA en intrants médicaux pré-positionnés dans les départements du Sud, de la Grand'Anse, du Sud-Est et des Nippes ont permis de faire face aux besoins en santé maternelle. Du matériel (tables d'accouchements, berceaux pour nouveau-nés et kits sages-femmes) est disponible et sera acheminé dans les prochains jours auprès des institutions identifiées.



Eau, hygiène et assainissement

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Selon les informations disponibles de la MINUJUSTH en date du 21 février, les prisons manquent toujours de médicaments.
- L'UNICEF a reçu 7 demandes d'appui en approvisionnement d'urgence en eau en provenance des hôpitaux et centres de santé (hors Centres de Traitement des Diarrhées Aigües - CTDA), 9 demandes de maisons d'enfants et 6 de prisons.
- Le CTDA de l'Estère manque d'eau et a enregistré 3 nouvelles admissions, ainsi que les CTDA d'Ennery et Petite Rivière de l'Artibonite (département de l'Artibonite)

Réponse

- La DINEPA et l'UNICEF, en partenariat avec Solidarités International, Action Contre la Faim (ACF), la CRF et ACTED ont fourni un premier appui d'urgence en eau (water trucking) et en produits de traitement d'eau au centre de détention juvénile Cermicol et à la prison pour femmes de Cabaret (département de l'Ouest) ainsi qu'à 9 maisons d'enfants dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, soit environ 900 bénéficiaires.
- L'approvisionnement de l'hôpital de Bassin Bleu (département du Nord-Ouest) et de 3 CTDA dans l'Artibonite est en cours dans des communes rapportant encore des cas suspects de choléra.
- Le secteur WASH continue de vérifier puis répondre aux demandes d'approvisionnement d'urgence en eau des maisons d'enfants et institutions de santé et stoppera la réponse d'urgence lorsque les moyens d'approvisionnement en eau habituels seront de nouveau fonctionnels, le retour à la normale étant principalement conditionné par la disponibilité de carburant.
- L'UNICEF a appuyé la DINEPA en carburant pour remettre en service 18 stations de pompage touchant près de 900 000 bénéficiaires.



Choléra

Port-au-Prince et régions

Besoins

- D'après les données partielles du MSPP, la situation est stable, une vingtaine de cas suspects de choléra par semaine ayant été enregistrés, ce qui est dans la moyenne actuelle.
- La réponse communautaire a repris à un rythme quasi normal mais avec des aménagements obligatoires au vu des réapprovisionnements en carburant encore en cours dans certains endroits du pays. Les données disponibles actuellement n'indiquent pas de recrudescence des cas suspects de choléra mais toujours un état bas de transmission de la maladie.
- Les laboratoires ont repris leurs activités mais sans résultats encore disponibles.

Réponse

- Plus de 75% des cas suspects de choléra sont répondus actuellement en moins de 8 heures.
- La Croix-Rouge Française (CRF), qui avait arrêté ses activités sur le terrain, a repris la réponse communautaire à l'Estère et Saint-Marc (Artibonite).
- Afin de réduire les risques d'interruption de la réponse contre le choléra, des stocks d'intrants vont être pré-positionnés par l'UNICEF dans les communes affectées.



Logistique

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Les contraintes d'accès et les difficultés d'approvisionnement en carburant ont limité les opérations humanitaires pendant plusieurs jours.

Réponse

- Le PAM a établi un accord (LTA) avec un fournisseur de carburant en Haïti qui peut être utilisé pour le ravitaillement de toutes les agences des Nations Unies et donc la mise en œuvre de la réponse humanitaire. L'UNOPS peut se procurer du carburant auprès de la MINUJUSTH.
- Le PAM pourrait mettre à disposition de la communauté humanitaire des espaces de stockage à Port-au-Prince, au Cap-Haïtien et aux Gonaïves.
- L'OIM dispose d'un espace de stockage à Tabarre (zone métropolitaine de Port-au-Prince).
- Les transporteurs privés ont repris leurs activités suite au déblocage des grands axes routiers.
- Le secteur logistique a appuyé les agences des Nations Unies pour le dédouanement des intrants bloqués en douane.



Protection

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Des maisons d'enfants ont rapporté un appauvrissement des stocks de nourriture, d'eau et d'électricité.
- En lien avec les coordinations départementales du MCFDF et les ONG nationales, l'UNFPA a noté une augmentation des cas de violences basées sur le genre (VBG) dans les communautés et la paralysie des services de prise en charge.
- Le MCFDF indique avoir identifié des femmes en situation de handicap en besoin de soins médicaux et d'assistance alimentaire.
- Des arrivées plus nombreuses de migrants haïtiens vers les îles Turk et Caïcos et les Bahamas ont été notées ces derniers jours.

Réponse

- L'OIM à travers les Centres de Ressources Frontaliers (CRF) suit les mouvements de population entre Haïti et la République Dominicaine (ainsi que via ses bureaux dans les autres pays de la sous-région).
- Les autorités frontalières et de l'immigration du Canada ont annoncé qu'elles suspendaient temporairement les déportations de migrants haïtiens.
- La DINEPA et Solidarité International, en partenariat avec l'UNICEF, ont apporté un appui en eau d'urgence à 9 maisons d'enfants dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince (Nid d'Amour, Nid d'Espoir, Maison des Enfants aux Chérubins, École d'accueil des enfants des rue, Petits Anges de Miheber, Orphelin Family Care, Italian Village, Travay BonDye et Maison des Enfants de Dieu). Compte tenu de la crise actuelle, l'UNICEF a apporté un soutien d'urgence aux maisons d'enfants. Cependant, l'organisation continue de promouvoir la prévention de la séparation familiale, la réunification familiale et la désinstitutionnalisation des enfants.
- L'UNICEF appuie la cellule d'urgence de l'Institut du Bien-Être et de Recherches (IBESR) et suit les alertes des besoins en protection de l'enfant afin de coordonner les réponses éventuelles. Le réseau d'urgence des organisations à base communautaire, dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, a été réactivé afin de faciliter les informations en faveur de la protection des enfants.
- L'UNFPA et ONU Femmes appuient le MCFDF dans la révision des contenus des kits d'hygiène et de cuisine qui seront transmis aux partenaires et 1000 kits dignité et de cuisine sont en cours d'approvisionnement.
- ONU Femmes et l'UNFPA travaillent à répondre à la requête du MCFDF pour un appui en vivres aux femmes vulnérables afin de réduire les risques de vulnérabilité aux exploitations et abus sexuels des femmes et filles et autres types de VBG. Le Ministère a également mis l'accent sur la nécessité de porter une attention particulière aux femmes vivant avec un handicap et aux femmes victimes de VBG dans les espaces sûrs. Le soutien concernera aussi les femmes ayant vu leur production et produits détruits et leurs revenus drastiquement réduits à cause de la crise.
- Le numéro 188 de la Brigade de Protection des Mineurs (BPM) de la Police Nationale d'Haïti (PNH) fonctionne afin de recevoir les cas d'enfants ayant des besoins en protection.



Sécurité alimentaire

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Le PAM a reprogrammé pour la semaine du 24 février ses distributions de transferts monétaires dans les départements du Sud pour 4 574 ménages et dans le département de la Grand'Anse pour 850 ménages.
- Selon les estimations faites par ses partenaires, 61% des écoles du programme de cantine scolaire du PAM ont repris les cours cette semaine.
- Les douanes ayant rouvert, les livraisons de vivres qui étaient bloquées au port ont pu être acheminées aux entrepôts.

Réponse

- Une analyse des conséquences de la crise sur la vulnérabilité des ménages est en cours par le secteur sécurité alimentaire.
- Les partenaires du secteur ont préparé une note de plaidoyer conjointe avec le secteur nutrition quant à la situation actuelle de la sécurité alimentaire. Les besoins financiers seront révisés en fonction du contexte. Une réunion est programmée avec les donateurs le lundi 25 février pour le partage des plaidoyers et des besoins de financement.
- L'appui par ONU Femmes et l'UNFPA en kits de dignité renforcés à la prison pour femmes de Cabaret intégrant l'assistance alimentaire aux femmes vulnérables, se fera en coordination avec le secteur sécurité alimentaire.
- Food for the Poor, avec l'appui de la MINUJUSTH, a couvert les besoins urgents en nourriture de la prison du Cap-Haïtien.
- Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement haïtien (BMPAD) a donné 2 000 sacs de riz à l'administration pénitentiaire qui vont être distribués dans les prisons.



Nutrition

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Le secteur de la nutrition n'a pas répertorié de besoins immédiats pour la nutrition au-delà des besoins alimentaires. Néanmoins, la crise sociale, si elle perdure, pourrait avoir un impact négatif sur l'état nutritionnel des enfants, ce qui nécessite un suivi étroit. Les besoins pourraient augmenter comparé à la situation pré-crise.
- À ce jour, tous les départements exceptés ceux du Nord-Ouest et du Centre possèdent un stock suffisant de produits thérapeutiques pour le traitement de la malnutrition aigüe. À noter que l'usine MFK (Meds and Food for Kids) du Cap-Haïtien a fermé pendant une semaine mais la production a repris en début de semaine. D'autre part, l'UNICEF possède des stocks de produits thérapeutiques et de micro-nutriments dans son entrepôt central.

Réponse

- Avec l'accalmie, l'UNICEF va pouvoir reprendre l'approvisionnement des directions sanitaires départementales, notamment celles du Nord-Ouest et du Centre avec des intrants en nutrition soit à partir de son entrepôt central à Port-au-Prince soit à partir de l'usine MFK au Cap-Haïtien en fonction de l'état des routes.
- La note de plaidoyer préparée conjointement avec le secteur sécurité alimentaire vise à lever des fonds pour la réponse humanitaire. À ce jour, le secteur n'a reçu aucun financement dans le HRP 2019-2020.



Éducation

Port-au-Prince et régions

Besoins

- Les écoles du pays ont été totalement fermées pendant la crise, et selon les premières données disponibles du MENFP, la majorité des écoles dans les zones métropolitaines du pays sont encore fermées, compromettant les apprentissages des enfants. Bien que dans les départements du Nord-Est et de la Grand'Anse, plus de 75% des écoles ont réouvert leurs portes, seulement 5% l'ont fait à Port-au-Prince et aux Gonaïves (département de l'Artibonite). Les parents n'envoient pas leurs enfants en classe pour deux raisons principales : la méfiance vis-à-vis de la situation actuelle qui ne permet pas d'assurer la fréquentation scolaire en toute sécurité et la décapitalisation à laquelle doivent faire face les familles les plus vulnérables suite à 10 jours de manque à gagner. Cela cause l'augmentation des coûts pour l'éducation et risque de compromettre la scolarisation de beaucoup d'enfants sur le long terme.

Réponse

- Le MENFP a appelé à la reprise des activités à travers un communiqué de presse publié le 17 février et a procédé au réaménagement du calendrier scolaire et au report des dates des examens nationaux. Le Ministère a déjà planifié la mise en place de cours de rattrapage et/ou de programmes accélérés afin de permettre aux enfants de compléter le programme annuel si la crise continue.
- Le MENFP finalise actuellement un plan de communication pour des campagnes de sensibilisation au droit à l'éducation, à l'éducation à la paix (action contre la violence à l'école haïtienne) et de retour à l'école avec l'appui de l'UNICEF.
- Des appuis via transferts monétaires conditionnels aux familles vulnérables pourraient se révéler nécessaires si la crise perdure.

Coordination générale

Le vendredi 15 février, le Coordonnateur Humanitaire a réuni l'Équipe Humanitaire Pays et OCHA a tenu une réunion de l'Intersecteur qui a procédé à une analyse commune des besoins humanitaires et des capacités de réponse de la communauté humanitaire. Une seconde réunion de l'Intersecteur élargi s'est tenue le mardi 19 février pour réaliser l'état des lieux de la réponse en cours et des besoins restants, et envisager la suite des interventions.

Le suivi des besoins et la coordination de la réponse ont été continus au long de la semaine avec tous les partenaires humanitaires et les contreparties nationales. La communauté humanitaire reste mobilisée pour appui si nécessaire dans la mise en œuvre d'une assistance, notamment en matière d'accès à l'eau et aux services de santé.

Le lancement du Plan de Réponse Humanitaire 2019-2020 qui avait été reporté du fait de la crise a été reprogrammé pour le jeudi 28 février. Ce lancement effectué conjointement avec les hautes autorités du pays permettra de lancer officiellement la campagne de mobilisation financière et les programmes d'assistance humanitaire pour l'année 2019.

Contacts

Salima Mokrani	Chef de Bureau, OCHA Haïti mokranis@un.org	T : +509 3702 8746
Alix Nijimbere	Adjoint au Chef de Bureau nijimbere@un.org	T : +509 3702 5790
Michel Boulay	Chef de la Coordination boulay@un.org	T : +509 3702 5763
Maëlle Marblé	Coordinatrice Intersecteur marble@un.org	T : +509 3702 5575